

BEJAIA**Un millier de personnes
a marché pour la
réconciliation nationale**

A l'instar des autres wilayas du pays, Béjaïa a eu également sa marche populaire "spontanée" dans la matinée d'hier pour soutenir la réconciliation nationale et dénoncer par là même le terrorisme après les attentats sanglants perpétrés mercredi dernier dans la capitale. Ils étaient un peu plus d'un millier de personnes à prendre part à l'entame de la manifestation qui s'est ébranlée aux environs de 10h00 de la Maison de la culture vers le siège de la wilaya avec comme mot d'ordre majeur : "Oui au projet de réconciliation nationale et non au terrorisme !" La foule constituée essentiellement de militants de l'alliance présidentielle (FLN, RND, MSP), des partisans de l'UDR, des syndicalistes de l'UGTA, a arpenté dans un silence religieux la principale artère menant vers le siège de la wilaya sous le regard indifférent des nombreux citoyens amassés sur les trottoirs. Devant le siège de la wilaya, un fonctionnaire de la DJS a fait lecture, au nom de la société civile et du mouvement associatif bougiote d'une motion de soutien "aux choix économiques et au projet de réconciliation nationale" de Bouteflika tout en dénonçant le terrorisme.

La même motion de soutien a été ensuite remise au wali de Béjaïa.

A. K.

**CONTRE-MARCHE
DES ETUDIANTS****"Comment allier lutte
antiterroriste et
réconciliation avec les
mêmes criminels"**

De leur côté, les étudiants de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa ont également investi la rue dans la matinée d'hier avec néanmoins un autre mot d'ordre à savoir "condamner le terrorisme", mais aussi dénoncer "la réconciliation nationale" prônée par Bouteflika.

En effet, tout en se déclarant foncièrement contre le terrorisme, plusieurs centaines d'étudiants de Béjaïa ont tenu à se démarquer de la manifestation initiée dans la même journée au chef-lieu de wilaya en guise de soutien à la réconciliation nationale du président de la République à travers l'organisation d'une contre-marche entamée à partir du campus d'Aboudaou vers le siège de la wilaya.

Tout au long du trajet, tous fustigent le projet de réconciliation nationale de Bouteflika, les manifestants ont repris à tue-tête des slogans hostiles au pouvoir tels : "Ulac Smah ulac !", "Pouvoir assassin !", "Djazair hora démocratie !". D'emblée, lors d'une prise de parole improvisée devant le siège de la wilaya, les intervenants au nom des comités des différentes résidences universitaires de Béjaïa ont appelé à une célébration "digne" du double anniversaire du Printemps berbère (de 80) et du Printemps (noir 2001).

Les mêmes orateurs ont violemment critiqué le projet de réconciliation nationale de Bouteflika. "Comment allier la lutte antiterroriste et soutenir une réconciliation avec les mêmes criminels", se sont indignés certains étudiants. "On ne peut pas tourner la page sans connaître toute la vérité sur les assassinats de Bouadiaf, Djiaout et Matoub, mais également l'assassinat de plusieurs jeunes innocents lors du Printemps noir", fulmine un autre intervenant tout en exhortant la population à un devoir de mémoire envers tous les martyrs de la démocratie et de la citoyenneté.

A. K.

BATNA**Sans ferveur**

La marche initiée par le pouvoir et organisée par l'administration pour condamner le double attentat perpétré mercredi 11 avril en plein cœur de la capitale pour dire "non au terrorisme et oui à la réconciliation" a certes rassemblé beaucoup de monde en majorité des collégiens, lycéens, et administratifs préférant le plein air même pendant une demi-journée qu'aux bancs de l'école ou bureaux. Il y a aussi ceux venus de leur propre gré, les syndicats des étudiants, les scouts, les comités des supporters des clubs... jusqu'aux candidats aux législatives venus pour nouer des attaches et en tirer des dividendes. Alors peut-on dire qu'il y a eu vraiment mobilisation ? Même si, elle manquait, la composante de cette longue file humaine qui a démarré de la mosquée 1er-Novembre 1954, pour se rendre devant le siège de la wilaya a marché sans conviction. Il n'y avait pas cet enthousiasme qui a toujours caractérisé les Auresiens lorsqu'il s'agit de l'intérêt suprême du pays.

N'empêche qu'une grande ambiance a régné devant la wilaya jusqu'à la lecture d'une motion condamnant le terrorisme, soutenant le président de la République dans son œuvre de réconciliation et stigmatisant l'ingérence étrangère dans les affaires du pays.

H. M.

CONSTANTINE**Des milliers de citoyens disent
non au terrorisme**

"Non au terrorisme. Mobilisation est mort au terrorisme. La lutte antiterroriste se poursuivra. Oui à la réconciliation nationale." Tels sont, entre autres, les slogans portés sur les pancartes brandis par les manifestants ayant pris part à la marche organisée par "la société civile", hier à Constantine, en signe de protestation contre les attentats qui ont secoué la capitale le 11 avril dernier et touché à un symbole de la souveraineté nationale, le Palais du gouvernement en l'occurrence. La marche, chapeautée par l'administration, a vu la participation de plusieurs milliers de citoyens et citoyennes de divers horizons. Des membres

de l'exécutif de la wilaya, des élus de l'APW et de l'APC, des candidats à la députation sous diverses bannières, des étudiants, des travailleurs d'entreprises et administrations publiques, des badauds, des enfants ont défilé pendant une demi-heure sur un itinéraire raccourci — 1 km ou presque, du stade Benabdelmalek à l'ex-place Lamoricière en passant par l'avenue Abbane-Ramdane — le terrorisme pour que vive de l'Algérie. Le fameux slogan "One, Two, Three... viva l'Algérie" a été également scandé, ici et là, à l'intérieur de la foule en marche et lors du rassemblement tenu place du 1^{er} Novembre où la foule a obser-

vé une minute de silence à la mémoire des victimes des attentats du 11 avril.

Le P/APC de Constantine a considéré que le peuple algérien devrait vivre en paix et délaisser la haine et la rancœur. "Personne ne veut que ses enfants et proches vivent dans un climat de peur et de terreur. C'est dans cette perspective que la marche a été organisée et pour cela, nous devons, tous, nous mobiliser afin de vaincre le terrorisme", a-t-il dit. Le recteur de l'université Mentouri de Constantine a noté également une lecture à cette manifestation. "En plus de son caractère symbolique contre la barbarie terroriste, la marche a été une occasion aux gens,

outrés par l'acte terroriste du 11 avril, pour exprimer publiquement leur indignation", a-t-il soutenu. De son côté, une élue de l'APW a fait remarquer la forte présence de la femme qui, selon ses termes, était toujours à l'avant-garde des combats du peuple algérien tout en dénonçant l'attitude de certains partis politiques qui barrent la route à la gent féminine sur la scène politique. "L'exemple du traitement des candidatures des femmes dans la confection des listes électorales est édifiant. Pour le FLN, sur une quinzaine de candidatures à Constantine, une seule a été retenue", s'est-elle indignée.

L. H.

BOUMERDES**Halte à la tuerie et à la destruction**

A l'instar des autres wilayas du pays, celle de Boumerdes, qui paie quotidiennement un lourd tribut de victimes parmi les populations et les services de sécurité, du fait des dégâts causés par les islamistes armés, a organisé une marche pour dénoncer les attentats du 11 avril et soutenir le programme de réconciliation nationale du président de la République.

Cette action a été initiée par la société civile proche de l'administration. La foule des marcheurs était composée en majorité de fonctionnaires de différentes administrations de la wilaya, des daïras et des APC, des P/APC FLNlistes, des directeurs exécutifs, des militants des partis au pouvoir et des membres de l'habituelle société civile qui gravite autour de l'administration.

"Je suis simple citoyen, je marche pour dénoncer le terrorisme", nous a déclaré au milieu d'un carré de marcheurs, le P/APW de Boumerdes, M. Bahar, qui est également mouhafedh du FLN. Ce dernier était accompagné de son vice-président, Si Youcef, également du FLN. Quant aux autres élus à l'APN notamment, seul l'actuel député RNDiste et candidat aux élections législatives a été remarqué parmi les manifestants. "L'Algérie sera toujours debout", lisait-on sur une banderole des marcheurs venus de Bordj-Menaïel. "Le terrorisme ne passera pas", "Pour le progrès et le développement, non à la destruction". Tels sont les quelques slogans inscrits sur de nombreuses banderoles exhibées par les protestataires. Les portraits de

Bouteflika ont été aussi distribués à profusion. Les marcheurs ont très rapidement bouclé le circuit arrêté. Cela dénote que les organisateurs ne maîtrisent pas ce genre de manifestations de masse durant lesquelles sont observés traditionnellement des sit-in de protestation en cours de chemin.

Concernant le nombre de participants, la polémique a vite surgi. Quelques minutes après le départ de cette manifestation, une source sécuritaire évaluait pour nous leur nombre à 2 500 participants. Un peu plus tard cette même source porte au double cette estimation. Cependant, au passage de tout le cortège, nous avons avec des confrères estimé que la foule ne pouvait dépasser les 1 500 personnes. Mais au-delà de

cette polémique et des chiffres annoncés, des citoyens sont sortis dans la rue pour fustiger les islamistes armés qui tuent et détruisent dans la perspective d'ériger un état moyen-âgeux. Dans une wilaya où le GSPC sème quotidiennement terreur et désolation, cette mobilisation aurait pu drainer des centaines de milliers de citoyens de la région qui condamnent totalement le terrorisme islamiste et soutiennent leurs services de sécurité. Par conséquent, cette modeste mobilisation est un indicateur déterminant mettant en exergue le fait que dans notre pays le consensus pour la reprise en main et en dehors des manipulations politiques du combat citoyen contre le terrorisme des islamistes armés, reste à faire.

Abachi L.

BOUIRA**Des milliers de personnes dans la rue**

A l'instar des autres villes du pays, Bouira a vécu ce mardi au rythme de la marche organisée, à l'appel de plusieurs organisations de la société civile, mais aussi des partis politiques, notamment ceux de la coalition et ceux qui gravitent autour et les islamistes pour dénoncer les derniers attentats qui ont eu lieu à Alger, mais aussi réitérer leur soutien à la politique de réconciliation nationale initiée

par le président de la République. Regroupés au niveau du stade Bourouba, les marcheurs, qui sont venus des quatre coins de la wilaya, ont arboré plusieurs banderoles écrites toutes en arabe et dans lesquelles on pouvait lire "Non au terrorisme", "Algérie debout", "Tous pour la réconciliation nationale", "Algérie est indivisible", "Non à l'effusion de sang, tous pour le dévelop-

perment", "Tous contre les assassins", etc. Organisés en carrés, les marcheurs qui ont évité le centre-ville, ont emprunté la voie du sud pour regagner le pont Sayeh avant de se diriger vers le siège de la wilaya où les attendaient les autorités locales, à leur tête le wali de Bouira, ainsi que les sénateurs et députés de la wilaya et les différents candidats à la députation.

Là sur place, une motion de dénonciation ferme du terrorisme et des derniers attentats d'Alger, a été lue aux présents.

Dans la même déclaration, les organisateurs et parlant au nom de la société civile et de toute la population de la wilaya de Bouira, ont réitéré leur soutien indéfectible au président de la République, notamment sa politique de réconciliation nationale et de développement. La motion a été remise entre les mains du wali pour la transmettre au président Bouteflika.

La marche s'est déroulée dans de bonnes conditions. Aucun débordement ou dépassement n'a été signalé.

Y. Y.

BORDJ-BOU-ARRERIDJ**Marche contre les actes
de terrorisme**

Plusieurs centaines de citoyens ont participé à une marche, hier, pour condamner les terroristes et les actes de terrorisme ayant touché Alger le 11 du mois courant, et qui s'est soldé par 33 morts et des dizaines de blessés innocents.

La marche a démarré à dix heures du matin de l'ancien siège de la wilaya pour arriver au nouveau siège de la wilaya.

Les autorités locales, les associations des travailleurs et de simples citoyens condamnent à l'unanimité les actes inqualifiables à l'égard de la vie humaine.

Il est à noter que de nombreux citoyens ont clairement soutenu "que ce n'est pas la politique de réconciliation qui a échoué", mais les politiques officielles, et les institutions républicaines qui n'ont pas su gérer la situation. S'ajoute à cette incompréhension le népotisme des institutions publiques affiché à l'endroit des citoyens qui a fait que les populations en ont eu le ras-le-bol de la hagra, cette dernière étant la mère nourricière du terrorisme. Le peuple demande le changement vers une véritable démocratie.

Salah-Eddine Layachi

TIZI-OUZOU**Un écho très limité**

Si l'on en juge par l'écho suscité, hier, dans les rues de Tizi-Ouzou, suite à l'appel à la manifestation pour "la dénonciation du terrorisme et de soutien à la réconciliation nationale", en Kabylie, on ne conçoit pas la réconciliation de la même manière que le président de la République. Les manifestants, dont le nombre avoisinait les 3 000, n'ont pas eu le don de trop bouleverser le quotidien des Tizi-Ouzouais habitués, il est vrai, à des marches autrement beaucoup plus imposantes.

Pour tout dire, la manifestation a pris les allures d'une tâche administrative qu'il fallait exécuter comme n'importe quel fonctionnaire qui se limite à exécuter une directive. Sans le concours des syndicalistes d'Algérie Télécom et des plus hauts responsables locaux de l'UGTA, la manifestation aurait tourné au camouflet, ce qui aurait pu mettre dans tous ses états le concepteur de l'idée consistant à appeler à des marches pour dénoncer les atroces moments vécus mercredi dernier à Alger.

Azidine M.